

23 juin 2020

Communauté de pratiques Genre Echanges



Ce livret a plusieurs objectifs.

Tout d'abord, il est un **compte-rendu du deuxième atelier de la communauté de pratiques « échanges » genre** du 23 juin 2020.

C'est également un document qui remet en contexte cette communauté de pratiques dans le cadre des activités du F3E.



Un compte-rendu de
l'atelier du 23 juin 2020

Un aperçu du programme
des communautés de
pratiques "échanges"



Une remise dans le
contexte des activités du
F3E

Partie 1

Compte-rendu
de l'atelier en ligne
du 23 juin 2020

Covid-19 et violences basées sur le genre

L'équipe du F3E chargée de l'animation de l'atelier a dû faire preuve de réactivité et d'adaptabilité, en connivence avec les participantes et les participants à cet atelier, organisé pour la première fois en distanciel. En effet, les représentantes de la Fédération des Ligues des Droits des Femmes (FLDF) marocaine, dont le témoignage était prévu et attendu, n'ont pas pu être présentes, pour des raisons techniques.

Après avoir reposé le contexte en lien avec le sujet du jour, l'équipe d'animation a donné dans un premier temps la parole à deux structures directement partenaires de la FLDF, Quartiers du Monde et Batik International. A l'issue de ces témoignages, d'autres structures ont pu prendre la parole pour partager leurs propres expériences. L'ensemble des participantes et participants a ensuite élaboré collectivement un « paperboard virtuel » (<https://framemo.org/F3E-CP-genre>).

Contexte

La pandémie du Covid-19 a amené de nombreux gouvernements à adopter des mesures assez inédites, notamment le confinement, total ou partiel. Cela a de nombreuses implications en termes de genre, et une des conséquences a été l'**augmentation des violences basées sur le genre**, et ce à plusieurs titres :

↳ D'une part, les **programmes visant à éliminer les VBG, fournir des soins et des services, du soutien aux survivantes des VBG sont perturbés, ainsi que les services de planifications familiales** (parce qu'il a pu y avoir réaffectation des personnels et des budgets).

Le Fonds des Nations Unies pour la population parle de prévisions de :

- 7 millions de grossesses non désirées supplémentaires,
- 2 millions de cas de mutilations génitales féminines sur les 10 prochaines années que ce qui avait été estimé jusqu'ici et 13 millions de mariages d'enfants de plus dans les 10 ans également,
- Un risque accru d'exploitation sexuelle des femmes et des enfants en lien avec la crise économique à venir (comme ça a été vu pour Ebola entre 2013 et 2016).

↳ D'autre part, le confinement a imposé aux victimes de **violences intrafamiliales** une proximité sans possibilité de s'échapper avec les agresseurs.

- On a constaté dans de nombreux pays une augmentation des violences sexuelles par le partenaire intime (viols conjugaux notamment), et une difficulté plus grande à négocier des rapports sexuels protégés (quand les moyens de protection étaient disponibles).
- Des violences physiques et psychologiques. L'excuse du « breadwinner » a pu être mise en avant. Les violences des hommes en temps de crise étant attribuées au « stress » des hommes, notamment face à la perte des revenus. Le problème étant que cela a tendance à « excuser les hommes ».
- Suivant les cas, cela s'est traduit par une augmentation des signalements, dans d'autres cas au contraire une réduction, car les femmes ne peuvent plus les faire (il faut se déplacer et ce n'est plus possible / c'est par téléphone mais le conjoint violent est là, etc.)
- Dans les cas où les services sont restés ouverts (pour mettre les femmes à l'abri par exemple), celles-ci ont également dû faire avec le reste du confinement, notamment l'absence de transports et la brutalité policière envers les personnes qui sortaient.
- Attention, les femmes n'étaient pas seules victimes : les filles et les personnes LGBTQI étaient davantage que d'habitude victimes de violences intrafamiliales.

↳ Également, la **violence en ligne** envers les femmes a augmenté (harcèlement en ligne, envoi de vidéos sexuelles non sollicitées, etc.), ainsi que la violence physique ou sexuelle dans les rues désertées...

Tout cela montre à quel point, dans une crise, l'approche genre est fondamentale à avoir, pour constater ces effets spécifiques, et tenter d'y remédier.

La prise de conscience étant importante mais pas suffisante, il faut aussi des politiques publiques, et donc un plaidoyer auprès des institutions, et, bien sûr, des actions concrètes. C'est ce que fait la Fédération de la ligue des droits des femmes au Maroc, qui travaille sur deux axes : un axe de plaidoyer un axe de soutien aux femmes survivantes.

Pour aller plus loin :

- UNFPA, [Violence, mariage d'enfants, mutilations génitales et grossesses non désirées : des millions de cas supplémentaires estimés dus à la pandémie de COVID-19](#), avril 2020
- UNFPA, [Covid-19 : Une optique sexospécifique. Protéger la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction, et promouvoir l'égalité des sexes](#), mars 2020
- Onu Femmes, [Violence à l'égard des femmes et des filles, collecte de données pendant la pandémie de Covid 19](#), 17 avril 2020
- Le monde selon les femmes, [En confiance, épisode 04, Violences et confinement](#)
- Claudy Vouhé, Elisabeth Hofmann, [Note d'actualité n°3 de l'Institut des Afriques : les Afriques face au Covid-19](#)
- Care International, [gender-based violence \(GBV\) and Covid-19: the complexities of responding to « the shadow pandemic », A Policy Brief](#), mai 2020
- Plateforme Genre et développement, [Note sur des initiatives « genre et pandémie de coronavirus »](#), mai 2020

Témoignages de partenaires de la FLDF

Ada Bazan, de Quartiers du Monde, et Margaux Monneraud, de Batik International, partenaires directes de la FDLF, présentent la façon dont l'association marocaine s'est adaptée au confinement mis en place par le gouvernement marocain.

Quartiers du Monde et la FDLF sont partenaires historiques au Maroc, depuis 2009, au sein du réseau Femmes du Monde, et travaillent conjointement sur l'empowerment des femmes, la lutte contre les violences et l'accès aux droits.

Batik International est partenaire de la FDLF dans le cadre d'un projet régional, Karama, de lutte contre les violences basées sur le genre, au Maroc, en Egypte, en Tunisie et en Algérie. La plus-value de ce projet régional réside dans l'enrichissement réciproque des dispositifs existants dans chaque pays.

Quand le confinement a été mis en place au Maroc, les actions terrain se sont arrêtées d'un coup.

Cela a notamment été le cas des centres d'écoute de la FDLF (présente sur l'ensemble du territoire). Ces centres accueillent habituellement les femmes victimes de violence pour leur proposer une écoute et un accompagnement juridique si nécessaire. Plusieurs actions ont été mises en place :

↳ **Des lignes téléphoniques d'écoute.** Immédiatement, la FLDF s'est mise en lien avec l'ensemble des écoutantes, pour organiser une adaptation à cette situation particulière. Un système d'écoute par téléphone a donc été mis en place, via les téléphones personnels des écoutantes. Cette sorte de « hotline » a fonctionné 24h/24, puisque les appels arrivaient à n'importe quelle heure sur le téléphone personnel des écoutantes.

Cette situation a impliqué une surdose de stress chez les écoutantes, ce qui a amené la FLDF à mettre en place un **réseau d'écoute des écoutantes**, constitué de coachs et psychologues bénévoles, pour accompagner des personnes elles-mêmes débordées par les situations de violences extrêmes qui leur étaient relatées.

- ↳ **Des campagnes sur les réseaux.** La FDLF a continué ses activités de sensibilisation et de communication sur les réseaux sociaux, notamment, que ce soit sur les gestes barrières ou sur les violences faites aux femmes. La question de l'accessibilité à ces informations en ligne s'est toutefois posée pour une partie du public-cible habituel de l'association.
- ↳ **Une campagne de sensibilisation adressée aux hommes.** Elle abordait la question des masculinités et celle de la co-responsabilité dans la crise et face au virus. Il avait en effet été identifié que les hommes et les garçons restaient dehors, sous prétexte que « un vrai homme n'est pas contaminé ».
- ↳ **Une campagne de plaidoyer en cours de construction.** De nombreux chiffres ont été recueillis sur les violences basées sur le genre pendant la période de confinement au Maroc par la FDLF, sur l'ensemble du territoire, et vont permettre d'argumenter auprès des autorités pour obtenir des subventions, notamment pour les foyers d'hébergement. Le Centre d'hébergement pour femmes victimes de violences de Casablanca est complet, et les autres centres qui devaient ouvrir dans le reste du Maroc, dans les espaces multifonctionnels gérés par l'association, n'ont pas encore ouvert leurs portes. La question de l'hébergement est critique, car les moyens manquent face à l'ampleur des besoins, c'est pourquoi l'enjeu du plaidoyer est grand.
Le constat a été posé d'une augmentation des violences faites aux femmes, et nombre d'entre elles ont eu recours à la plateforme téléphonique mise en place en urgence. Toutefois, cette augmentation des signalements ne permet pas de rendre compte de l'ampleur de la situation des violences conjugales et intrafamiliales qu'il y a pu avoir pendant le confinement (enfermement avec l'auteur des violences, difficulté voire impossibilité de téléphoner, de recourir à une aide extérieure, une orientation juridique, etc.)

Le confinement au Maroc a exacerbé les relations de pouvoir intersectionnelles qui existaient déjà, et qui ne peuvent plus être ignorées, et parmi celles-ci :

- ↳ **Un renforcement de la présence masculine dans l'espace public.** Quand il a décrété le confinement, le gouvernement marocain a mis en place un système d'attestation unique : une seule personne par foyer pouvait avoir l'autorisation de sortir pour faire les courses. Qui étaient ces personnes ? Pas des femmes. Ainsi, la rue était occupée par des policiers, en surveillance, des hommes qui faisaient des courses et des hommes qui avaient des attestations de leurs employeurs pour travailler. Les femmes, elles, n'avaient pas d'attestation à leur nom et ont donc, de fait, été encore davantage confinées dans leurs maisons.
- ↳ **Une tolérance plus grande envers les catégories sociales plus favorisées.** Dans certains quartiers, le confinement était moins strict, et ces quartiers étaient ceux habités par des catégories sociales plus élevées. Il pouvait y avoir deux attestations par famille, on y voyait davantage de femmes allant faire les courses ou sortir marcher, ce qu'on ne voyait pas du tout dans les quartiers populaires¹.
- ↳ **Des rapports de pouvoir exacerbés entre les femmes elles-mêmes, au sein des familles.** Les écoutantes ont rapporté de nombreux appels concernant des belles-mères exerçant une pression auprès de leurs belles-filles, au téléphone, pour savoir ce que ces dernières faisaient pour leurs fils, comment, pourquoi, etc. Le téléphone était la « 3^{ème} personne présente au sein des foyers », de façon oppressive.

Le déconfinement, par secteur, a été lancé le 10 juin au Maroc. Les premières zones déconfinées étant celles liées au travail ouvrier, dans les usines, dans les exploitations agricoles. De nouvelles

¹ La France a également vu un confinement plus ou moins strict selon les quartiers. Outre le fait que, dans certains quartiers, de nombreuses personnes n'ont pas pu être confinées (et donc ont été davantage exposées au virus) car effectuant un travail « essentiel à la Nation », les taux de verbalisation ont été très différenciés suivant les territoires, révélant une approche policière différenciée (exemple : environ 6% dans Paris pour 17% en Seine Saint-Denis, département le plus pauvre et le plus diversifié en origines ethniques de France hexagonale).

contaminations ont eu lieu, notamment chez les femmes ouvrières agricoles qui travaillent sur les fraises dans le Nord du Maroc, du fait de l'absence de tout moyen mis en place pour leur protection.

Pour aller plus loin :

- Campagne de sensibilisation adressée aux hommes, <https://www.facebook.com/dabaodima1/>
- Batik International, [Nos partenaires en action – projet KARAMA #covid19](#)

Retours d'expériences des participantes et participants

L'école comme frein aux mariages et grossesses précoces

Jérôme Geoffroy, d'Aide & Action, fait part de son expérience. Aide & Action intervient sur des projets éducatifs, dans lesquels sont inclus, de façon systématique, la lutte contre les mariages et les grossesses précoces. Des dispositifs de gestion des plaintes sont ainsi mis en place dans les projets. Le confinement, et la fermeture des écoles, déstabilise l'ensemble des processus mis en place et rend aveugle sur la façon dont les situations évoluent. Les projections indiquent que le confinement et la fermeture des écoles vont avoir un impact fort en termes de mariages précoces. Les inquiétudes sont grandes sur la question des retours à l'école : il est probable que beaucoup de filles ne reviendront pas pour cause de mariage ou grossesse. La période de déconfinement est donc le moment clé pour identifier au maximum les enfants qui ne reviennent pas en cours, pour enquêter, joindre les communautés et les parents, poser une analyse et favoriser au maximum le retour à l'école.

Des outils concrets et simples pour une appropriation rapide

Olga Bautista Cosa, de Médecins du Monde (MdM), est référente genre. Elle est chargée d'accompagner à l'association dans l'incorporation de l'approche dans ses actions et notamment de mettre en place protocoles ou de développer des outils, qui sont mis à disposition des équipes terrain. En tant qu'ONG médicale présente en France et à l'international, MdM a mis en œuvre une réponse directe au Covid, ainsi qu'un travail sur la prévention et des actions en direction des populations les plus démunies, en France notamment, dans les bidonvilles et autres quartiers où l'Etat n'arrivait pas.

MdM a développé divers outils, en réponse à la situation, qui avaient pour objectif d'être appropriés rapidement par des équipes médicales pas particulièrement formées au genre.

- ↳ **Une « analyse rapide de genre »**, identifiant, sur la base d'expériences passées de crises sanitaires, quelles seraient les conséquences potentielles en termes de genre, pour la population générale, et comprenant des recommandations très opérationnelles. Par exemple, il y a eu beaucoup d'insistance sur la nécessité de ne pas réaffecter, comme c'est souvent le cas en cas de crise sanitaire, tous les budgets sur la réponse à la crise. L'importance de maintenir les budgets alloués à la lutte contre les VBG ou à l'accès à la santé sexuelle et reproductive a été argumentée, dans un cadre où, de fait, les violences sexuelles vont augmenter.
- ↳ **Un protocole d'action « aller vers »**, comprenant des indications sur comment intégrer toute la partie de prévention des violences liées au genre et notamment des violences conjugales dans des actions de sensibilisation communautaires de prévention et d'information sur le Covid-19. Ainsi, les équipes bénéficient de recommandations pour intégrer des actions de « lifesaving » et de messages d'information sur comment identifier les violences, à destination de différents acteurs de la communauté (messages différenciés à l'attention des femmes, des enfants, des hommes, des leaders de la communauté, etc.). Un des objectifs est de travailler question de co-responsabilisation et détection par des hommes des comportements violents d'autres hommes de la communauté.

- ↳ **Des « kits d'hygiène »** (kits de dignité) ont également été développés, kits qui sont généralement utilisés dans contextes de crise humanitaire, avec des populations très démunies. Ces kits comprennent du savon, des serviettes, etc. Les kits sont différenciés pour hommes et pour femmes, filles et garçons, cis et trans, et comprennent des messages de prévention avec des informations sur les endroits où aller pour contacter les services disponibles en cas de violences.

Pour aller plus loin :

- [Protocole « Genre & Covid-19 »](#)
- [Checklist « Genre & actions « aller vers » »](#)
- [Checklist « Réponse aux VLG : identification, accueil et référencement des survivant-e-s de violences + outils »](#)

L'agilité des organisations de la SI

Léa Rouillon, de Frères des Hommes (FDH), rapporte des expériences relevant d'une adaptabilité dans le cadre du confinement, que ce soit sur le terrain ou au siège.

- ↳ **Adapter ses modalités d'accompagnement.** Un projet en Inde impliquait un certain nombre de formations liées à différentes formes de violences, qui ne pouvaient plus avoir lieu en présentiel. Les responsables du projet ont décidé continuer les formations en distanciel, sur Zoom, ce qui a impliqué des changements d'organisation du fait d'un nombre de participant-e-s limité (6 par session) et de pratiques pédagogiques. Toutefois, certaines de ces formations étaient destinées à des femmes retraitées, qui subissent une violence économique qui se traduit par le non versement de leur retraite. La question de l'accessibilité et de l'inclusion numérique s'est donc rapidement posée. Le projet a donc fait appel à des étudiant-e-s issu-e-s des familles de ces personnes retraitées, qui leur permettaient de se connecter avec leur téléphone avec les autres militantes, afin de continuer à échanger autour de leurs actions. C'est ce **partenariat intergénérationnel entre étudiant-e-s et femmes retraitées qui a permis le maintien des activités pour cette population vulnérable cible.**

- ↳ **Mettre à profit le temps libéré par l'arrêt des activités pour capitaliser ses pratiques.** Pendant le confinement, les activités sur le terrain de Frères des Hommes, et notamment des programmes liés aux violences faites aux femmes, ont été interrompues. Spécifiquement, les formations émancipatrices réalisées dans le cadre des projets avec des partenaires en Inde, au Rwanda au Pérou et au Congo ont été suspendues. Les équipes de Frères des Hommes ont mis à profit ce temps pour se poser pour **rédiger un recueil de leurs pratiques pédagogiques**, en collaboration avec différents partenaires, et notamment Batik International, sur tout ce qui contribue à l'empowerment.

Une étude sur les violences de genre et leurs impacts

Amandine Hubert, de France Volontaires, réalise une **étude sur les violences de genre auprès des volontaires**, débutée en février, avant le confinement. Elle effectue pour cela des entretiens avec des femmes volontaires basées à l'étranger, pour recueillir leurs témoignages : comment s'est passée leur expérience, comment, en tant que femmes, elles l'ont vécue, ce qui a fonctionné ou pas, comment les difficultés auraient pu être palliées, ce qui pourrait être mis en place pour protéger les prochaines femmes volontaires, etc. Lorsque la crise sanitaire s'est amplifiée, d'autres enjeux ont émergé, et la crise a été accélératrice des inégalités déjà en place.

Elisabeth Hofmann, enseignante-chercheuse à l'Université Bordeaux Montaigne, indique être également sensible à cette question dans le cadre de l'encadrement des stages. Même si les stagiaires, comme les volontaires, ne vivent pas la crise sanitaire dans les mêmes conditions que des femmes de

quartiers populaires, il est important de prendre conscience de leurs éventuelles difficultés. Stagiaires et volontaires peuvent vivre des tensions, notamment en lien avec des rapports de genre, qui se croisent avec les rapports interculturels.

Une réaffectation des budgets par les bailleurs, au détriment de la lutte contre les VBG

Les participant-e-s à l'atelier relèvent un impact immédiat de la crise sur le financement des projets de lutte contre les VBG. Toutes les demandes de cofinancements qui étaient en cours ont été mises en suspens par les bailleurs sollicités (fondations, collectivités, etc.) car la priorité a été donnée aux acteurs répondant « directement », « en urgence » à la crise Covid (comme si prendre en compte les VBG, générées ou amplifiées par la crise, n'étaient pas une question urgente).

Malgré les suspensions des financements (en lien avec la suspension des activités), beaucoup de structures de SI ont maintenu les salaires des personnes engagées sur le terrain (contrats de droit local), parfois en faisant des appels aux dons.

Discussion et recommandations du groupe

Collectivement, les participant-e-s à l'atelier ont élaboré des conseils-clés à destination de personnes qui n'auraient pas participé à l'atelier, en tentant de répondre à la question : « que faire, en tant qu'OSC, pour intégrer de façon la plus pertinente possible une prise en compte de la VBG dans le contexte Covid ? »

Un paperboard virtuel a été élaboré de façon participative :



Les participant-e-s rappellent le constat que la crise est un véritable « **incubateur des inégalités systémiques** » déjà en place, notamment sur le genre. Les violences basées sur le genre sont la **pandémie cachée** derrière la pandémie Covid-19, et de nombreux cas, qui n'ont pas pu être identifiés pendant les différents confinements, vont être visible après. C'est une problématique à prendre en compte de façon très active par les OSC.

↳ Une **intégration transversale d'une perspective de genre**, et des VBG, semble incontournable pour s'attaquer au problème. Actuellement, si cette transversalisation du genre est une nécessité, on constate qu'elle n'est pas toujours effective. Elle est pourtant incontournable car la question du genre est toujours en danger dès qu'une crise survient. Le genre – intersectionnel – doit donc

impérativement être inclus partout, notamment dans les études d'impact. A minima, des données sexo-différenciées doivent être recueillies et analysées.

- ↳ Toutes les organisations ne sont pas expertes sur le sujet, et ne travaillent pas sur les VBG, même si elles peuvent être volontaristes. La recommandation est faite à ces organisations de **s'outiller** (et de proposer des formations à leurs salarié-e-s) et aux organisations plus « avancées » sur le sujet de **partager leurs outils**, notamment ceux qui ont été créés dans le cadre de la réponse à la crise sanitaire.
- ↳ Un travail sur **masculinités** doit également être fait, pour travailler avec l'ensemble des membres de la famille et de la communauté et ne pas laisser reposer seulement sur les femmes la responsabilité du changement de société.
- ↳ Enfin, les **questions financières** sont importantes. En interne, il faut sanctuariser les budgets dédiés à la lutte contre les VBG, résister à la tentation de les réallouer. Du côté des bailleurs, il faut argumenter, montrer que la lutte contre les VBG est d'autant plus importante en période de crise que celles-ci augmentent.

Pour aller plus loin :

- [Questionnaire pour intégrer la question du Covid dans les actions autour des VBG, outil proposé par MRA – Mobilising for Rights Associates](#), Maroc, en français à partir de la page 7.
- UN Women, [Pocket tool for managing evaluation during the Covid-19 pandemic](#).

Partie 2

Programme
prévisionnel des
communautés de
pratique genre du F3E
2019-2021

Dates prévisionnelles des prochaines rencontres² :

- Jeudi 15 octobre 2020
- Décembre 2020
- Février 2021
- Avril 2021
- Juin 2021

De 9h30 à 12h30

Communauté de pratiques Echanges

La communauté de pratiques est ouverte à tous et toutes. Elle est dédiée à des **partages d'expériences** et des **témoignages visant à la présentation d'outils concrets**, généralement autour de deux fils rouges :

↳ **Intégrer le genre dans les projets**

↳ **Mobiliser les acteurs et actrices habituellement marginalisés.**

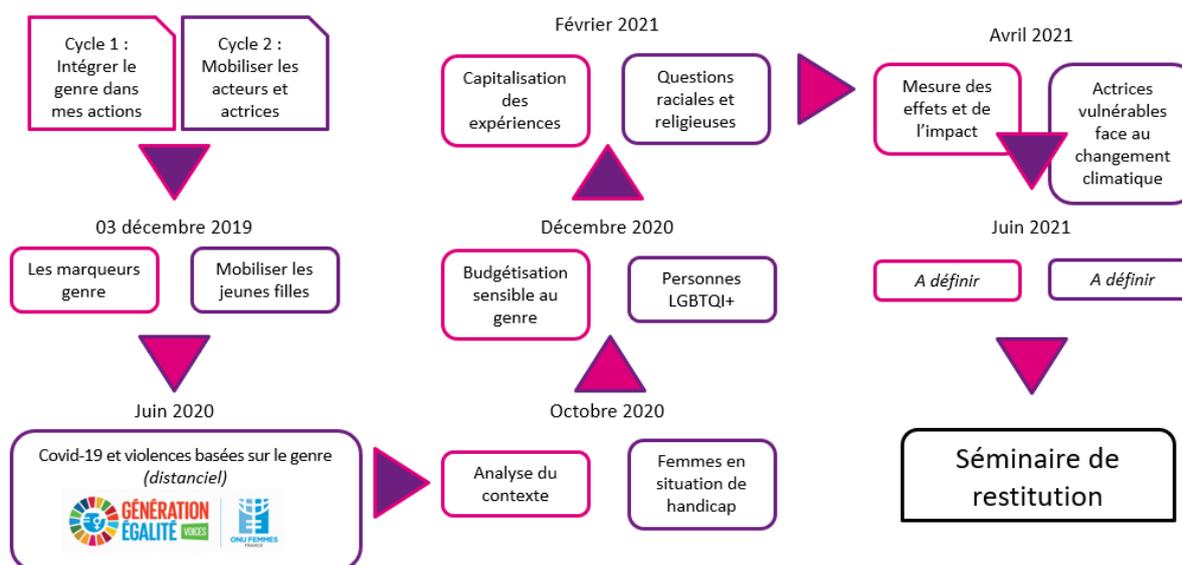
En juin 2020, et en lien avec la crise sanitaire liée au Covid-19 et à ses implications, nous avons abordé un seul thème :

« Parmi les conséquences de la crise du Covid-19 : l'augmentation des violences basées sur le genre. Quelle prise en compte par les OSC dans leurs actions ? »

Cette séance s'est également tenue, pour la première fois, à distance, et a été labellisée par ONU Femmes France et Génération Égalité, dans le cadre du festival d'engagement citoyen « Génération Égalité Voices », parmi d'autres projets qui se déroulent du 7 mai au 10 juillet.



A partir d'octobre 2020, nous reprendrons nos fils rouges, dont nous continuerons à « dérouler les pelotes ».



² Les dates de ces rencontres ont été modifiées en lien avec la crise sanitaire.

Partie 3

Un peu de contexte : le
F3E et le genre

Le F3E

Le F3E est un réseau associatif dédié à l'amélioration de la qualité et de l'impact des actions de solidarité et de la coopération internationales. Pluri-acteurs, il est composé d'organisations membres (ONG, collectivités territoriales, réseaux, fondations, syndicats), conduisant des actions d'aide au développement, de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté mondiale. Il a été créé en 1994 à l'initiative d'ONG de développement, afin de gérer un fonds destiné à financer des évaluations, des études préalables et des études transversales. En 2000, le F3E évolue et propose des formations, un accompagnement d'études diversifié (8 types d'études actuellement), des groupes d'échanges de pratiques ainsi que des productions méthodologiques afin d'accroître le bénéfice collectif. 2014 marque un tournant dans le renforcement de sa vie associative. Le F3E développe avec ses membres des programmes d'expérimentation méthodologiques et cherche à se positionner comme un réseau apprenant au service de l'impact de la qualité de l'action de ses membres.

La mission du F3E est de contribuer à améliorer les pratiques, en matière d'apprentissage, d'innovation, d'amélioration de la qualité et de l'impact de leurs actions. Pour cela, il joue un rôle de centre de ressources et développe une offre d'accompagnement individuel (études, formations, appui-conseil) et collectif (communautés de pratiques, programmes de recherche-action).

En septembre 2019, le F3E comporte une équipe technique en poste composée de 11 personnes (6 femmes, 5 hommes) et un Conseil d'administration composé de 15 membres (8 femmes, 7 hommes).

Pour répondre à sa mission, le F3E :

- ↳ Accompagne ses membres dans leurs démarches d'études.
- ↳ Propose des formations méthodologiques à tous les acteurs et toutes les actrices du secteur.
- ↳ Organise des espaces d'échanges entre pairs, réservés aux membres ou ouverts à tous et toutes.
- ↳ Anime des programmes *ad hoc*. Le programme Prisme, animé par le F3E entre 2014 et 2018, visait à apporter des solutions méthodologiques innovantes aux actrices et acteurs qui accompagnent des dynamiques de changement de long terme. Le programme Transversalisation du genre, porté par Coordination Sud en partenariat avec le F3E, visait l'intégration du genre dans les organisations de solidarité internationale. 2019 voit le lancement d'un nouveau programme *ad hoc* sur les approches et méthodologies du changement social : approche genre et approches orientées changement appliquées aux territoires.
- ↳ Produit des outils méthodologiques destinés au praticien-ne-s du secteur.

Le genre au F3E

Le genre fait partie intégrante de l'activité au F3E, en tant qu'outil conceptuel et méthodologique porteur de changements. Dans son document d'orientations stratégiques 2017-2025, le F3E réaffirme l'engagement de ses membres en faveur d'un changement social juste et durable. Un tel changement social ne peut pas se faire sans lutte pour davantage d'égalité de genre. La mission que le F3E s'est donnée est d'aider ses membres à améliorer la qualité de leur action. Là encore, l'approche genre est primordiale puisque que les projets aveugles au genre sont moins durables et efficaces, et parfois néfastes, que les projets considérant l'ensemble des groupes sociaux.



2006-2010, vers un programme de formations

C'est en 2006, que le concept de genre a commencé à faire débat au F3E. La mise en lumière du retard des acteurs français à promouvoir le genre au sein de leurs organisations (comparé aux anglo-saxons) a décidé le F3E à s'engager dans une réflexion progressive sur cette approche. Une note intitulée « Inclure le genre – quelques éléments et propositions pour un débat sur la stratégie genre du F3E » a été élaborée en 2007. Ce document de 27 pages rappelle ce qu'est le genre (concept, approche intégrée du genre), pourquoi il est important et pertinent d'intégrer une approche genre au F3E, et quelles stratégies adopter pour cela (inclure dans les activités existantes, développer des activités spécifiques, incorporer une approche genre dans l'organisation).

L'année suivante, en 2008, un premier programme Genre au F3E est lancé. Il s'agit d'un programme de formations de deux ans, organisées en 2009 et 2010, en concertation avec la commission Genre de Coordination Sud et le ministère des Affaires étrangères (MAE). Ces formations ont été réalisées par des structures ressources sur la thématique « genre et développement » (Adéquations, Aster-International, le Ciedel). Le programme de formations a donné lieu à la publication de productions en 2010 : des fiches pédagogiques « genre et développement » et un guide sur l'intégration du genre dans les actions d'éducation au développement et à la citoyenneté.

Le programme Transversalisation du genre 2016-2018

Le programme trisannuel, intitulé « Pour une transversalisation du genre dans les organisations de solidarité internationale et leurs projets » et financé par l'Agence française de Développement, s'est déroulé de 2016 à 2018, porté par Coordination Sud en partenariat avec le F3E.

Ce programme a été l'occasion pour le F3E de proposer des activités spécifiques en lien avec les questions de genre :

- à des membres (formation-sensibilisation du comité des études) ;
- à des membres et des non-membres (espaces pluri acteurs-actrices, accompagnement des projets Fisiong à l'intégration du genre) ;
- ou encore à des consultant-e-s (atelier sur l'intégration du genre dans les pratiques évaluatives) ;

Mais aussi d'intégrer une perspective de genre dans certaines de ses activités (communication, études, formations...)

Enfin, une publication de capitalisation des expériences, intitulée *Vivre le Genre !*, a été réalisée et diffusée à l'ensemble du secteur.

Le programme Atelier du changement social 2019-2021

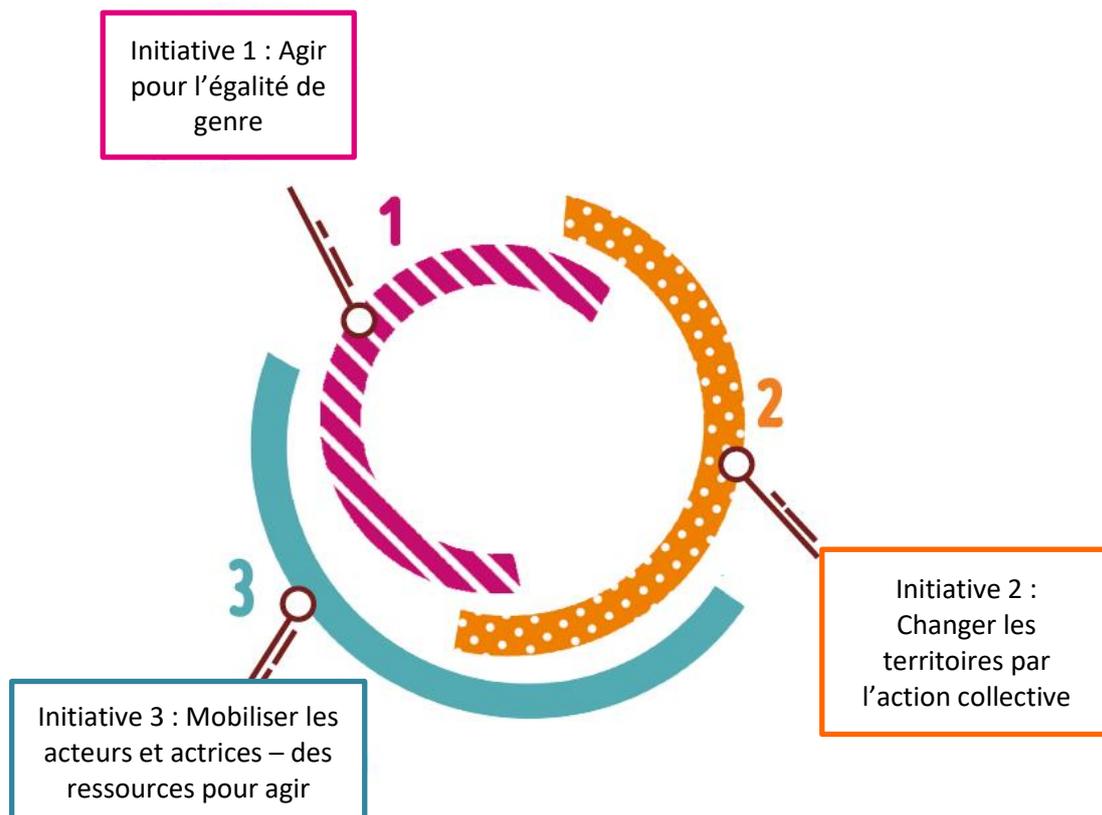
Un nouveau programme lancé en 2019 vise notamment au renforcement des capacités des OSC françaises et de leurs partenaires pour une meilleure prise en compte de l'égalité entre les hommes, les femmes et les minorités de genre dans leurs actions et leur fonctionnement. Il prévoit des activités spécifiques en lien avec le genre (accompagnement méthodologique sur-mesure, communautés de pratiques, fonds d'études dédié...). Le genre est ici compris comme multidimensionnel, c'est-à-dire prenant en considération les autres rapports de pouvoir. Toutefois, il n'est pas question de « noyer » le genre parmi les autres inégalités : le genre traversant l'ensemble des autres rapports de pouvoir, tels que le handicap, l'âge, l'ethnicité, etc.

Le programme Atelier du changement social, agir ensemble avec les approches inclusives – 2019-2021

Le cycle d'ateliers de la communauté de pratiques genre proposé aujourd'hui par le F3E fait suite au cycle appelé « l'espace pluri acteurs-actrices genre » qui s'est réuni à cinq reprises en 2017 et 2018 et qui était partie intégrante du programme « Pour une transversalisation du genre dans les organisations de solidarité internationale et leurs projets » mené par Coordination Sud en partenariat avec le F3E.

Ce cycle d'ateliers s'inscrit dans le cadre du programme L'atelier du changement social, approches et méthodologies du changement social 2019-2021. Ce programme cherche à mobiliser les actrices et les acteurs de la solidarité autour de changements sociaux durables pour les populations, à favoriser l'égalité de genre dans les pratiques des ONG, à accompagner des actions collectives et à promouvoir des approches inclusives qui font la part belle aux femmes, aux minorités de genre et aux jeunes.

Ce programme comporte trois Initiatives, une sur le genre, une sur l'application aux territoires des approches orientées changement et une dédié à la construction et la diffusion d'approches inclusives du changement social.



La première Initiative, sur le genre, comporte 3 principales activités :

- des accompagnements en genre de projets, en l'occurrence de projets sélectionnés par l'AFD au titre des Fisong ;
- l'animation d'une communauté de pratiques dédiée au genre, avec un groupe fermé, réservé à des personnes formées sur les questions de genre et un groupe ouvert à tous et toutes (la communauté dite d'échanges).
- et l'accompagnement et le cofinancement d'études genre via la création d'un fonds d'études genre.

L'équipe genre qui s'occupe de mettre en œuvre ce programme est composée d'Armelle Barré, référente genre, qui coordonne les activités et est appuyée par Claire de Rasily, coordinatrice du pôle Développement, et Paul Daulny, responsable du programme Changer les territoires par l'action collective.